



17/10/07

18
octobre

Mais où va donc notre France ?

Quelques bonnes raisons pour manifester son mécontentement !

Dans le secteur public

Dans la fonction publique, l'Etat a programmé la suppression de 22 700 emplois dont la moitié dans l'Education nationale, ainsi que le démantèlement des missions et statuts. La direction de la SNCF annonce des fermetures de gares, une réorganisation du fret qui menace 7 000 emplois.

EDF-GDF fixe à 1 sur 2 le remplacement des départs en retraite. 5 000 postes sont menacés de disparition.

La RATP annonce, pour le seul métro, 500 emplois en moins entre 2008 et 2012 après la suppression de 900 emplois ces 4 dernières années sur l'ensemble de la RATP.

A la Poste, c'est 1 800 emplois en moins de 3 ans soit 12 % de l'effectif !

Dans le secteur privé

L'emploi stable et qualifié régresse ; à l'inverse, l'emploi précaire explose sous l'effet conjugué des politiques de sous-traitance et du recours à l'intérim.

Les salariés du privé subissent une déqualification de leur emploi et leurs conséquences sur le niveau des salaires. Les conditions de travail s'aggravent partout.

Il s'agit pour le gouvernement, d'organiser la mobilité, la précarité et les licenciements en modifiant le contrat de travail à durée indéterminée et en permettant aux patrons de licencier sans motif.

Dans le même temps, les marges et bénéfices des grandes entreprises s'envolent : 100 milliards en 2006 par les 40 plus grandes entreprises françaises, redistribués entre des actionnaires et des grands dirigeants qui par ailleurs se rendent coupables comme à EADS de « délits d'initiés ».

La CGT exige

- L'ouverture, dans le public comme dans le privé, de négociations salariales.
- Le maintien des régimes spéciaux de retraite et des droits qui leurs sont attachés. Aucun allongement de la durée de cotisations.
- L'abrogation des mesures Balladur et Fillon, le maintien de la retraite de base à 60 ans à taux plein pour tous.
- Le maintien d'un réel service public de l'emploi et du système d'assurance chômage et contre la fusion ANPE/Unedic.
- La reconnaissance du CDI comme le contrat de travail de référence et contre la précarité.
- Le maintien de la Sécurité sociale solidaire et égalitaire, retrait des franchises.
- Non à la TVA sociale.
- L'annulation des suppressions de postes dans le secteur public et la fonction publique, remplacement des départs en retraite et création des postes nécessaires.
- L'arrêt des licenciements dans le privé.
- Contre la recodification du code du travail.
- Contre le projet de fusion des impôts et du trésor.

***Tous à la manifestation
le 18 octobre***